Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Reflexions-de-Fidel-Les-bases-yankees-et-la-souverainete-latinoamericaine>

Réflexions de Fidel Les bases yankees et la souveraineté latinoaméricaine.

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : dimanche 9 août 2009

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le concept de nation est né du concours d'éléments communs comme l'histoire, la langue, la culture, les us et coutumes, les lois, les institutions et d'autres facteurs ayant trait à la vie matérielle et spirituelle des communautés humaines.

Les peuples d'Amérique, pour la liberté desquels Bolivar réalisa les exploits qui firent de lui le Libérateur, furent appelés par lui à créer « la plus grande nation du monde, moins par son étendue et ses richesses que par sa liberté et sa gloire ».

Antonio José de Sucre livra à Ayacucho l'ultime bataille contre l'empire qui avait fait d'une grande partie de ce continent la propriété royale de la couronne espagnole pendant plus de trois cents ans.

C'est cette même Amérique que, des dizaines d'années plus tard et alors que l'Empire yankee naissant en avait déjà tailladé une partie, José Martí nomma « Notre Amérique ».

Il faut rappeler une fois encore qu'avant de tomber au champ d'honneur pour l'indépendance de Cuba, dernier bastion de la couronne espagnole en Amérique, il avait écrit, prophétiquement, le 18 mai 1895, à peine quelques heures avant sa mort, que tout ce qu'il avait fait et ferait n'avait d'autre but que d'« empêcher à temps, par l'indépendance de Cuba, que les États-Unis ne s'étendent dans les Antilles et ne fondent, avec cette force supplémentaire, sur nos terres d'Amérique. »

Aux États-Unis, les Treize Colonies récemment libérées ne tardèrent pas à s'étendre en désordre vers l'Ouest en quête de terres et d'or, exterminant les autochtones, pour atteindre les côtes du Pacifique. Les États agricoles et esclavagistes du Sud faisaient concurrence aux États industriels du Nord, exploitant le travail salarié, s'efforçant de créer d'autres États pour défendre leurs intérêts économiques.

En 1848, ils arrachèrent au Mexique plus de la moitié de son territoire à la suite d'une guerre de conquête contre un pays plus faible sur le plan militaire, occupant sa capitale et lui imposant des conditions de paix humiliantes. Le territoire ainsi volé contenait de grandes réserves de pétrole et de gaz qui commenceraient plus tard à alimenter la richesse des États-Unis pendant plus d'un siècle et le font encore.

Le flibustier yankee William Walker, encouragé par le « destin manifeste » que son pays avait proclamé, débarqua en 1855 au Nicaragua dont il se proclama président jusqu'à ce qu'il en soit expulsé, l'année suivante, par les Nicaraguayens et d'autres patriotes centraméricains.

Notre Héros national se rendit compte que l'avenir des pays latinoaméricains était mis en pièce par le jeune Empire étasunien.

Après sa mort au combat, celui-ci lança son intervention militaire à Cuba alors même que l'armée espagnole était déjà vaincue.

Et le puissant voisin nous imposa l'amendement Platt, qui lui octroyait le droit d'intervenir dans notre pays.

L'occupation de Porto Rico, qui dure maintenant depuis cent onze ans, même si l'île est devenue aujourd'hui un prétendu « Etat libre associé » - en fait, ni Etat ni libre - fut une autre des conséquences de cette intervention militaire.

Le pire pour l'Amérique latine était encore à venir, confirmant les prémonitions géniales de Martí. L'Empire en plein essor avait déjà décidé que le canal appelé à relier les deux océans ne passerait pas par le Nicaragua mais par le Panama, si bien que cet isthme, cette Corinthe qui dans le rêve de Bolívar devait devenir la capitale de la plus grande République au monde, serait une propriété yankee.

D'autres conséquences, pires encore, devaient se succéder tout au long du XXe siècle. S'appuyant sur les oligarchies politiques locales, les États-Unis s'emparèrent peu à peu des ressources et de l'économie des pays latinoaméricains, multiplièrent leurs interventions, firent passer sous leur coupe leurs forces militaires et leurs polices ; leurs transnationales s'emparèrent des productions et des services clefs, des banques, des compagnies d'assurances, du commerce extérieur, des chemins de fer, des compagnies maritimes, des entrepôts, des services d'électricité et de téléphone : toutes les richesses passèrent entre leurs mains, dans leur totalité ou en partie.

La profondeur des inégalités sociales fit éclater, il est vrai, la Révolution mexicaine dans la seconde décennie du XXe siècle, et ce fut une source d'inspiration pour d'autres pays. La Révolution fit avancer le Mexique dans de nombreux domaines. Mais ce même Empire, qui avait dévoré hier une grande partie de son territoire, dévore aujourd'hui les importantes ressources naturelles qui lui restent, sa main d'oeuvre bon marché, et y provoque même des épanchements de sang.

L'Association de libre-échange d'Amérique du Nord (ALENA) constitue l'accord économique le plus brutal imposé à un pays en développement. Pour faire bref, je citerai simplement ce que l'administration étasunienne vient d'affirmer : « Alors que le Mexique a essuyé deux coups durs, résultant de la chute de son économie mais aussi du virus A H1N1, nous souhaiterions probablement que son économie se stabilise avant d'engager de longues discussions sur de nouvelles négociations commerciales. » Bien entendu, elle ne dit mot du fait que, par suite de la guerre déclenchée par le trafic de drogues et à laquelle le Mexique affecte trente-six mille soldats, presque quatre mille Mexicains ont déjà été tués en 2009. Le phénomène se répète avec plus ou moins d'intensité dans le reste de l'Amérique Latine. La drogue ne provoque pas seulement des problèmes de santé : elle engendre la violence qui déchire le Mexique et l'Amérique Latine pour la simple raison qu'il existe un marché insatiable, celui des États-Unis, source inépuisable des devises qui stimulent la production de cocaïne et d'héroïne et fournisseur des armes utilisées dans cette guerre féroce dont les médias parlent bien peu.

Ceux qui meurent, depuis le Rio Grande jusqu'aux confins de l'Amérique du Sud, sont des Latinoaméricains. Ainsi, la violence bat des records et fait plus de cent mille morts par an en Amérique latine, victimes de la drogue et de la pauvreté.

Cette guerre contre les drogues, l'Empire ne la mène pas à l'intérieur de ses frontières : il la livre sur les territoires latinoaméricains.

On ne cultive ni la feuille de coca ni le pavot dans notre pays. Nous luttons efficacement contre ceux qui tentent d'y introduire des drogues ou de l'utiliser comme point de transit, et le nombre de victimes de la violence diminue d'année en année. Nous n'avons pas besoin de soldats yankees pour obtenir ces résultats. La lutte contre les drogues n'est qu'un prétexte pour établir des bases militaires sur tout le continent. Depuis quand les bâtiments de la IVe Flotte et les avions de combat modernes servent-ils à combattre les drogues ?

L'objectif véritable est le contrôle des ressources économiques, la domination des marchés et la lutte contre les changements sociaux. A quoi bon rétablir cette flotte, démobilisée voilà plus de soixante ans à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, alors que l'URSS et la Guerre froide appartiennent au passé ? Les arguments avancés pour justifier l'établissement de sept bases aéronavales en Colombie sont une insulte à notre intelligence !

L'Histoire ne pardonnera pas ceux qui commettent cette félonie contre leurs peuples, ni ceux qui prétextent de l'exercice de la souveraineté pour sanctionner la présence de troupes yankees. De quelle souveraineté parlent-ils donc ? De celle que conquièrent Bolivar, Sucre, San Martin, O'Higgins, Morelos, Juarez, Tiradentes, Marti ? Aucun d'eux n'aurait jamais accepté un argument si déplorable pour justifier la concession de bases militaires aux forces armées des USA, un Empire plus dominateur, plus puissant et plus universel que les couronnes de la péninsule ibérique.

Si ces accords promus de manière illégale et inconstitutionnelle par les Etats-Unis permettaient un jour à n'importe quel gouvernement de ce pays d'utiliser ces bases, comme le firent Reagan avec sa sale guerre et Bush avec celle d'Irak, pour provoquer un conflit armé entre deux peuples frères, ce serait là une grande tragédie. Le Venezuela et le Colombie ont vu le jour ensemble dans l'histoire de Notre Amérique après les batailles de Boyaca et de Carabobo livrées sous la conduite de Simon Bolivar. Les forces yankees pourraient aussi promouvoir une sale guerre comme elles le firent au Nicaragua, voire employer des soldats étrangers entraînés par elles et attaquer un pays. Mais il est difficile de croire que le peuple colombien, combatif, courageux et patriote se laissera entraîner dans une guerre contre un peuple frère comme le peuple vénézuélien.

Les impérialistes se trompent s'ils sous-estiment aussi les autres peuples latinoaméricains. Aucun d'eux n'est d'accord avec les bases militaires yankees, aucun d'eux ne manquera de se solidariser avec n'importe quel peuple latinoaméricain agressé par l'impérialisme.

Marti, qui admirait extraordinairement Bolivar, ne se trompait pas quand il affirmait : « Ainsi donc, Bolívar est là dans les cieux d'Amérique, vigilant et soucieux... les bottes de campagne encore aux pieds, car ce qu'il n'a pas fait lui-même n'est toujours pas fait à ce jour : Bolívar a encore à faire en Amérique. »

La Havane, le 9 Août 2009